

## 25 000 milliards de dollars évanouis

**Bourses** Les grandes places financières ont perdu presque la moitié de leur capitalisation depuis le début de l'année



INDICE CAC 40 DE LA BOURSE DE PARIS

Octobre, mois maudit pour les marchés boursiers. Après 1929, 1987 et 1989 : 2008. En trois semaines et demie, Wall Street et les autres places ont chuté de 25 %. « Peut-être l'automne a-t-il une influence psychologique particulière sur l'humeur des milieux financiers : l'hiver approche », notait l'économiste John Kenneth Galbraith dans son livre consacré au krach de 1929.

Vendredi 24 octobre, qui marquait le 79<sup>e</sup> anniversaire du plongeon à Wall Street, les Bourses ont connu une nouvelle journée noire. A Paris, l'indice CAC 40 a terminé la séance en baisse de 3,54 %, après avoir perdu plus de 10 % en cours de journée et être passé sous la barre des 3 000 points. Tokyo a cédé 9,60 %, Bombay 11 %. A Wall Street, l'indice Dow Jones a reculé de 3,59 % à l'issue d'une séance marquée par des mouvements de panique.

« Une séance comme celle-là ne fait que

prolonger l'agonie », a estimé Mace Blicksilver, de Marblehead Asset Management, interrogé par l'AFP. « De la peur à l'état pur », a observé pour sa part Gina Martin, de Wachovia Securities.

Les chiffres donnent le vertige. Depuis le début de l'année, les grandes places boursières internationales ont perdu presque la moitié de leur capitalisation. Cela signifie qu'environ 25 000 milliards de dollars sont partis en fumée, soit près de deux fois le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis. Certaines places ont presque disparu du paysage. La Bourse de Reykjavik a perdu 94 % de sa valeur, Moscou 72 %, tout comme Bucarest.

Rien n'y fait. Ni la mise en œuvre de gigantesques plans de sauvetage bancaires, ni l'annonce de plans de relance économique massifs ou les appels au calme lancés par les dirigeants politiques et monétaires ne parviennent à enrayer la

chute des Bourses. Les investisseurs sont de plus en plus convaincus que l'économie mondiale n'échappera pas à une récession longue et douloureuse.

Le dernier espoir qui subsistait, celui que les pays émergents résistent à la crise, est en train de s'envoler. En Chine, le marché immobilier donne des signes de craquement, ce qui risque de fragiliser l'ensemble du système bancaire. Les fermetures d'usines se multiplient, les entreprises se trouvant privées de leurs débouchés dans les pays occidentaux. En Russie et dans tous les pays producteurs de pétrole, les revenus tirés des ventes de brut fondent au fur et à mesure que le prix du baril s'écroule. Le cours du Brent est tombé vendredi à 62 dollars, soit une baisse de plus de 55 % en trois mois.

PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS  
ET CLÉMENT LACOMBE  
AVEC MARC ROCHE (À LONDRES)  
Lire la suite page 10

**Les indices dans l'abîme.** Les Bourses du monde n'en finissent pas de plonger. Enième illustration : la journée du vendredi 24 octobre... 79<sup>e</sup> anniversaire du krach de 1929. **Pages 10, 14 et 15**

**Europe.** Le ministre tchèque des affaires étrangères explique au Monde pourquoi son pays n'entend pas céder ou partager sa place à la tête de l'UE au cours du premier semestre 2009 : « Où est le problème ? » **Page 11**

**Baril.** Rien n'arrête, pour le moment, la chute des cours du pétrole. **Page 13 et l'éditorial page 2**

**Automobile.** Une industrie qui attend sa révolution. **Page 16**

**Hollywood aussi.** Grisaille et peur d'un scénario noir : l'assèchement du crédit alourdit le malaise qui régnait dans la grande usine à films américaine. **Page 20**

**Penser la crise.** L'horreur économique de Nicolas Sarkozy. Dette publique, dette injuste. **Analyse page 2, chronique page 25**

### Demain dans Le Monde

Tennis : Gilles Simon, le numéro un français, ce méconnu

Portrait



La chronique de Martin Wolf : Vent mauvais sur les économies réelles

« Le Monde de l'économie » avec le « Financial Times »

Retour dans les Ardennes.

Fin 2006, le candidat Sarkozy y avait lancé son slogan

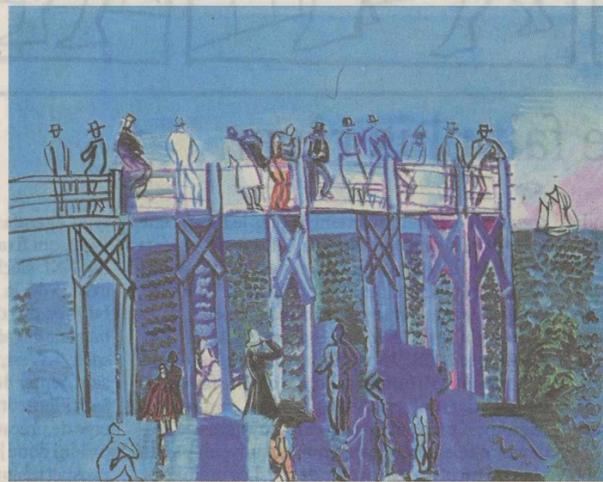
« Travailler plus pour gagner plus ». Qu'en reste-t-il aujourd'hui ?

Enquête

Abonnez-vous

Tél. : 0 825 000 778 (0,15 TTC/min.)  
Internet : www.lemonde.fr/quotidien

### Dufy, un peintre plus estimé à l'étranger qu'en France



« La Plage et l'estacade au Havre », 1926. VILLE DU HAVRE, MUSÉE MALRAUX.

Léger, futile, auteur de trop de tableaux de régates ou de courses de chevaux. Trop proche de Matisse. Trop bourgeois pour être un vrai moderne. Ainsi présente-t-on souvent en France le peintre Raoul Dufy (1877-1953).

Une exposition au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, à voir jusqu'au 11 janvier 2009, corrige avec brio cette image en grande partie erronée. Près de 250 œuvres sont à découvrir,

essentiellement des peintures, mais aussi 90 dessins et gravures, 25 céramiques, des modèles de soieries.

« Raoul Dufy est plaisir », a dit la romancière américaine, héroïne des avant-gardes, Gertrude Stein. C'est vrai. Mais, jouant des couleurs avec liberté, par vastes surfaces détachées de toute fonction imitative, il est aussi un peintre complexe et audacieux. ■

Lire page 21

### PAGE TROIS

#### Palestine Football Club

L'équipe de football palestinienne reçoit, en Cisjordanie, son homologue jordanienne. Quatre-vingt-dix minutes de sport et soixante-dix ans d'histoire.

#### Police

#### Yves Bertrand parle

« Je suis victime de la guerre des droites », déclare au Monde l'ancien patron des RG. **Page 8**

#### Science

#### L'enfant parfait

Une équipe britannique a découvert un procédé permettant d'identifier des prédispositions à des maladies à partir d'une seule cellule embryonnaire. **Page 18**

onyx

On frisson français

Susan Graham

Susan Graham

LE MONDE DE LA MUSIQUE

CHOC

un événement

ffff

félerama

5

disques

Un bouquet rare de mélodies françaises, par l'une des grandes voix de notre temps

www.abeillemusique.com/?onyx4030

SERVICE PARTICULIERS : 0892 259 770

abeille musique. 1998-2008 dix ans d'indépendance, d'innovation et de musique

abeille musique

## Editorial

## Un pétrole moins cher

La baisse du prix du pétrole, tombé de 147,50 dollars en juillet à 62 dollars vendredi 24 octobre, est une bonne nouvelle. Dans un premier temps, il n'y a que des raisons de se réjouir d'une évolution qui a déjà entraîné, en France, une diminution de 27 centimes sur le gazole, depuis son pic de la fin mai, et de 22 centimes pour l'essence. Des carburants moins chers, c'est moins d'inflation et, par conséquent, plus de pouvoir d'achat pour les ménages. C'est un facteur favorable à une croissance plus forte - ou moins faible.

Mais, si le pétrole est moins cher, c'est justement parce que les marchés anticipent une récession et, donc, une baisse de la consommation, qui va permettre que les stocks se reconstituent. Les pays producteurs vont disposer de capacités excédentaires par rapport à la demande. Plus ces capacités sont importantes, moins les marchés sont fébriles, et plus les prix peuvent se détendre. Leur baisse est un indicateur d'une tendance négative de la conjoncture économique, ce qui est moins réjouissant.

On peut se féliciter, évidemment, que les pays auxquels le renchérissement de l'énergie permet de renforcer leur puissance et de faire pression sur leurs voisins, leurs rivaux économiques ou leurs adversaires politiques pâtissent de la baisse des prix. La Russie, l'Iran et le Venezuela seront moins à l'aise financièrement et devront parler un peu moins haut.

Il ne faut pas perdre de vue, toutefois, que si le baril descend trop bas, les investissements vont souffrir. Les projets d'exploration et d'exploitation de gisements et de ressources coûteux, tels que les sables bitumineux du Canada, le off-shore ultra-profond du Brésil ou les réserves de l'Arctique, ne sont rentables qu'à un certain niveau de rémunération. Or, si l'on investit moins aujourd'hui dans ces projets, on aura moins de pétrole demain, quand la reprise économique sera là et devra être alimentée en énergie. Et moins de pétrole, ce sera un pétrole plus cher.

Tous les experts s'attendent à une remontée des prix à moyen terme, qui pourraient revenir à 150 dollars d'ici cinq ans. La baisse actuelle fait des heureux dans le monde entier, mais il ne faut pas s'y tromper. Le destin de l'énergie fossile est d'être toujours plus chère et toujours plus rare. ■

## Société éditrice du « Monde » SA

Président du directoire, directeur de la publication : Eric Fottorino

Vice-président, directeur général : David Guiraud

Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur du « Monde » : Eric Fottorino

Directeur adjoint : Laurent Greilsamer

Editeur : Michel Steir

Directeur de la rédaction : Alain Frachon

Directeur adjoint de la rédaction : Jacques Buob

Directeur éditorial : Gérard Courtois

Rédacteurs en chef : Patrick Jarreau, Michel Kajman,

Franck Nouchi (« Le Monde 2 ») et Isabelle Talès

Chef d'édition : Françoise Tovo

Directeur artistique : Quintin Leeds ; Veille de l'information : Eric Azan ;

Secrétaire général : Jean-Pierre Giovenco

Médiatrice : Véronique Maurus

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Louis Schweitzer, président

Jean-Pierre Tuquoi, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994), Jean-Marie Colombani (1994-2007)

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 149 017 497 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des rédacteurs du Monde, Société des cadres du Monde, Société des employés du Monde, Société des personnels du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Société des personnels du groupe des publications de la Vie catholique, Association Hubert Beuve-Méry, Société des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations, Investimonde

Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13

Tél. : 01 57 28 20 00 ; télex : 202806F ; télécopieur : 01 57 28 21 21

Courrier des lecteurs : par télécopie : 01 57 28 21 74

Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Médiatrice : mediateur@lemonde.fr

Abonnements : Par téléphone : de France 0 825 000 778 (0,15 TTC/min) ; de l'étranger (33) 3 44 31 80 48. Sur Internet : www.lemonde.fr/abonjournal/

Changement d'adresse : Fonds commun de placement des personnels du Monde, Société des personnels du groupe des publications de la Vie catholique, Association Hubert Beuve-Méry, Société des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations, Investimonde

Internet : site d'information : www.lemonde.fr

Finances : http://finance.lemonde.fr

Emploi : www.talents.fr/Immobilier : http://mmo.lemonde.fr

Documentation : http://archives.lemonde.fr

Collection : Le Monde sur CD-ROM, CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde (SA). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'Administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2017

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunsbourg  
94852 Ivry cedex

PRESSE PAYANTE

2007

PRINTED IN FRANCE



Président : David Guiraud

Directeur général : Stéphane Core

80, bd Auguste-Blanqui

75707 PARIS CEDEX 13

Tél. : 01 57 28 39 00 - Fax : 01 57 28 39 26

## L'horreur économique de M. Sarkozy

Que se cache-t-il derrière le slogan du « plus d'Etat » prôné de nouveau par Nicolas Sarkozy, jeudi 23 octobre, à Argonay (Haute-Savoie) ? Un mois après le discours de Toulon, M. Sarkozy a explicité les formes du retour de l'Etat qu'appelle, selon lui, la crise financière : « S'il y a bien un fait majeur qui émerge de cette crise, c'est le retour du politique. L'idéologie de la dictature des marchés et de l'impuissance publique est morte avec la crise financière. » Le chef de l'Etat en a appelé à « un Etat plus actif dans l'économie, qui assume ses responsabilités, qui entreprend et qui investit ».

M. Sarkozy ne cache pas ses arrière-pensées politiques : promettre aux Français « le retour du politique », c'est d'abord rassurer l'électorat populaire et les classes moyennes qui ont fait son élection. « Nous risquons d'être confrontés partout à la révolte des classes populaires et des classes moyennes qui rejettent une mondialisation qu'elles ne vivent plus comme une promesse mais comme une menace », admet le président de la République.

Ce discours de « véritable socialiste », comme n'a pas manqué de le souligner, le 21 octobre à Strasbourg, Martin Schulz, le président du groupe socialiste au Parlement européen, vise aussi à gêner la reconstruction du Parti socialiste : plus le chef de l'Etat chasse sur les terres de la gauche, plus celle-ci est incitée à se radicaliser. A ce jeu, c'est Olivier Besancenot qui fera bientôt figure d'opposant naturel...

Mais il faut toutefois distinguer les discours et les actes. M. Sarkozy avance beaucoup plus prudemment sur la voie du retour de l'Etat qu'il ne le claironne. Première illustration : le plan de sauvetage des banques qui s'est notamment traduit par l'annonce, le 20 octobre, du versement de 10 milliards d'euros de quasi-fonds propres aux principales banques françaises. Contrairement au Royaume-Uni, qui ne peut pourtant pas être taxé d'étatisme, la France a renoncé à ses prérogatives d'actionnaire, en réinventant à cette occasion les titres subordonnés. Très écouté par M. Sarkozy, Michel Pébereau, président de la BNP, n'est certainement pas étranger à ce montage juridique et financier astucieux qui prive l'Etat d'une place au conseil d'administration des banques et d'une option sur des plus-values futures.

Autre illustration de l'ambiguïté du président : ses invectives contre les patrons qui s'enrichis-

sent sans endosser la pleine responsabilité de désastres financiers ou stratégiques. « Les bonus sans les malus », a encore regretté le chef de l'Etat à Argonay. Mais à part la démission des dirigeants de Dexia et des Caisses d'épargne et leur renoncement symbolique aux primes d'indemnisation, le gouvernement ne légifèrera pas sur les parachutes dorés. Alors que d'autres pays plus libéraux comme les Pays-Bas les ont encadrés

## Analyse

Christophe Jakubyszyn  
Service Europe-France

depuis longtemps, le gouvernement français a choisi de se contenter, le 6 octobre, du code de bonne conduite proposé par le Medef qui limite à deux ans le montant des indemnités et promet de les réserver aux patrons contraints à un « départ forcé ». Une formule qui permettra bien des arrangements au sein des conseils d'administration.

De même, M. Sarkozy a beau plaider pour une politique économique européenne, il est loin d'avoir vaincu les fortes réticences de ses partenaires qui se méfient de l'étatisme, surtout d'origine française. Enfin, ses propositions ambitieuses de réforme du système financier international ne recueillent qu'un enthousiasme poli.

## Un véritable changement de cap

Et pourtant, par bien d'autres aspects, les annonces du président de la République pourraient bien se traduire, à terme, par un véritable changement de cap de politique économique. Prenons l'exemple budgétaire. Officiellement, le gouvernement accepte de regarder les recettes fondre sous l'effet de la crise et de laisser les déficits se creuser. Il promet en revanche de tenir sur les dépenses. Mais que fait M. Sarkozy depuis plusieurs jours ? Il est vrai qu'il est désormais difficile de faire croire aux Français que les « caisses sont vides », comme le président de la République s'y était risqué en janvier pour défendre sa politique de rigueur, alors que les banques ont bénéficié d'un plan de soutien de 360 milliards d'euros.

L'exonération de taxe professionnelle pour les nouveaux investissements va se traduire par un

surcoût budgétaire annuel de 1 milliard d'euros pour l'Etat puisqu'il va devoir compenser le manque à gagner auprès des collectivités locales. M. Sarkozy a aussi annoncé un plan massif d'investissement dans l'enseignement supérieur, la défense, les infrastructures de transport en commun et les énergies nouvelles, « plus de 175 milliards d'euros d'investissements directs de l'Etat en trois ans ». Enfin, la semaine prochaine, le président va annoncer des mesures « budgétivores » pour l'emploi. Au total en quelques semaines, c'est près de 650 milliards d'euros qui sont mis à la disposition de l'économie.

Certes, l'Etat compte pour ces travaux d'Hercule sur l'emprunt et sur l'association des investisseurs privés, sur la base des partenariats public-privé qu'il promet. Mais nul ne doute que l'Etat devra aussi mettre la main à la poche, ne serait-ce que pour payer les charges d'intérêts sur les dizaines de milliards d'euros d'emprunts supplémentaires.

Enfin, la dernière initiative du président de la République n'est pas la moins ambiguë. Avec la création du fonds stratégique d'investissement national, M. Sarkozy renoue avec les grandes heures du capitalisme d'Etat, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) redevenant le bras armé de ses choix stratégiques et industriels. Une mission que le président n'hésite pas à comparer à « ce que les pays producteurs de pétrole, ce que les Russes, ce que les Chinois font », des modèles de mélange des genres.

M. Sarkozy a beau promettre qu'« il ne s'agira pas de secourir des activités périmées mais d'investir dans l'avenir, de stabiliser le capital d'entreprises qui disposent de savoir-faire, de technologies-clés, proies tentantes pour les prédateurs qui voudraient profiter d'une sous-évaluation boursière momentanée », qui peut dire aujourd'hui quel sera le sort des investissements réalisés par la puissance publique ? Et qui peut garantir que ce nouveau bras armé de l'Etat actionnaire ne subira pas un jour des pressions politiques pour investir d'abord dans des secteurs industriels menacés. L'histoire économique a montré que l'Etat résisterait au mélange des genres. Libéral ou interventionniste, M. Sarkozy sait-il au fond lui-même jusqu'où ses initiatives le conduiront ? ■

Courriel : jakubyszyn@lemonde.fr

## L'homme nu par Sergueï



## L'anticipation ne fait plus rêver

L'avenir n'a plus la cote. Surtout quand, dans les salles de marché, le CAC et les banques font de la brasse coulée. Au creux de la vague, « préparez l'avenir », conseillent pourtant quelques revues de gestion, comme *L'Expansion Management Review*. Faut voir. Ou y croire - ce qui n'est pas dans l'air du temps. Anticiper ? Rien n'est moins évident, quand le siècle est au court-termisme et, notamment pour les classes moyennes et les cadres déclassés, au désenchantement accéléré.

La crise nous renvoie à nos pâles silhouettes de spectateurs de l'inévitable, prisonniers de processus pourtant ficelés par l'homme et néanmoins incontrôlables. Où sont les prophéties ? Les temps messianiques ? Certains des incertitudes à venir, nous serions voués à un futur sans espoir et l'inespoir serait notre destin. Déjà l'abstention prend le pas sur le projet politique. La croissance sur l'idée de progrès. Et quand elle ralentit... L'idée qu'un mieux est devant nous fait long feu. La récession prend des allures de fin du monde... En d'autres cultures, de tels changements se vivraient comme des opportunités.

L'avenir s'est effacé, disait il y a huit ans Pierre-André Taguieff, qui évoquait « la tempête turbo-capitaliste » (*L'Effacement de l'avenir*, Galilée, 2000). Bien vu. A la fois « explorable comme un champ de possibles et désirable comme un ensemble de

promesses », l'avenir ne remplit plus le futur, cette « forme vide du temps abstrait ». L'avenir a tiré sa révérence. Envolé, disparu. Ou s'est peut-être mis entre parenthèses (version optimiste). Peut-être. Peut-on cependant se passer de l'anticiper ?

Dans la revue *Education permanente* (n° 176, septembre 2008), le psychosociologue Jean-Pierre Boutinet opère un tri salutaire dans le fatras des anticipations. Il en distingue deux sortes : les cognitives, qui veulent percer les mystères du lendemain, et les opératoires, qui font advenir par un plan ou un projet un avenir désiré. Les premières,

## Chronique

Epoque Jean-Michel Dumay

dit-il, ont vécu - fin des utopies et des idéologies oblige - au profit des secondes, qui prolifèrent sur deux modes : celui de l'agenda (option offensive) et celui de la prévention ou de la précaution (option défensive).

C'est que l'anticipation ne fait plus trop rêver, qu'elle est même parfois irritante, et qu'on n'agit plus tellement de nos jours par désir, mais plutôt par souci d'éviter ce qui n'est pas désiré. Or, soutient Jean-Pierre Boutinet, l'anticipation-agenda,

type Agenda 21 issu de la Conférence de Rio de 1992, qui fixa les mesures à prendre tout au long du XXI<sup>e</sup> siècle pour protéger l'environnement, c'est... de la non-anticipation. Fixer des dates butoirs, des délais, c'est d'abord agir pour « calmer une angoisse face à ce tabou d'un avenir insaisissable ». C'est, en définitive, prolonger le temps présent, tenter de rendre le futur inéluctable, en refusant l'incertitude. C'est tenter de se rassurer. Principe de précaution.

Finis donc le temps des scénarios prévisionnels, prospectifs ou encore projectifs, qui « au gré des situations, cherchent à devenir des futurs possibles, voire désirés », qui structurent et construisent avec, surtout, une part d'illusion. Les nouvelles temporalités façonnent cette pauvreté anticipationnelle : l'immédiateté génère un temps continu peu propice à la réflexion ; l'urgence pousse à des comportements stressés, stéréotypés, présentés comme sans alternative ; la soif d'innovation, productrice d'obsolescence, porte au futur immédiat plus qu'au long terme ; la simultanéité, le multitasking, comme norme à l'action, surcharge l'attention. C'est le triomphe du présent sans profondeur. Or, comme le souffle une autre psychosociologue, Florence Giust-Desprairies, il faut pouvoir rêver le monde pour pouvoir y entrer. ■

Courriel : dumay@lemonde.fr

## Finance Les grandes places affichent un recul de près de 50 % depuis le début de l'année

# Les marchés boursiers aspirés par le vide

SUITTE DE LA PREMIÈRE PAGE

La crise des subprimes dégénère en crise économique globale, qui menace les pays les plus faibles. Vendredi, l'Islande, au bord de la faillite, a annoncé avoir signé un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) pour un prêt de 2,1 milliards de dollars (1,7 milliard d'euros). Et la liste des pays en grande difficulté ne cesse de s'allonger : Ukraine, Pakistan, Argentine, Hongrie, etc.

Aux Etats-Unis et en Europe, la contamination de « l'économie réelle » commence à se matérialiser. Selon les chiffres publiés vendredi, l'économie britannique s'est contractée de 0,5 % au troisième trimestre, soit le recul le plus important depuis 1990. En Espagne, le taux de chômage est remonté à son plus haut niveau depuis quatre ans.

En France, le climat des affaires est tombé à son plus bas niveau depuis 1993. Quant au marché immobilier, il donne des signes de craquement. Le nombre de transactions devrait chuter de 25 % en 2008, ont indiqué jeudi les notaires.

Certains secteurs vacillent. Au premier rang d'entre eux, l'automobile. Renault va fermer ses usines en Europe de l'Ouest

durant les vacances de la Toussaint. Le président du conseil de surveillance de Volkswagen, Ferdinand Piëch, prédit « une traversée du désert ».

Au vu de cette détérioration du paysage économique, les opérateurs boursiers s'attendent à un effondrement des profits des entreprises. Tous les secteurs sont touchés. Selon une étude du courtier Cazenove, les plus exposés sont, dans l'ordre, la construction, les mines, les grands magasins, l'assurance-vie et la banque. Les valeurs refuges défensives se réduisent à une peau de chagrin : produits de grande consommation, spiritueux... A la Bourse de Paris, la moins mauvaise performance revient à GDF Suez, qui affiche un recul de 21,66 % depuis le début de l'année. La plus mauvaise est le fait de Renault, dont l'action a baissé de 77,12 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

L'inquiétude des investisseurs est d'autant plus grande que les marges de manœuvre monétaires et budgétaires commencent à s'épuiser. En premier lieu, les taux d'intérêt s'approchent de leur plancher. Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale (Fed) pourrait annoncer, mardi, une nouvelle baisse de son taux directeur, fixé aujourd'hui à 1,5 %. En Europe, les opéra-

### Une hécatombe généralisée

► INDICE DOW JONES à New York



Source : Bloomberg

► INDICE NIKKEI à Tokyo



► ÉVOLUTION DES INDICES BOURSIERS depuis le 01/01/08

Indice	Recul en %
Hang Seng (Hong Kong)	- 54,63
Bovespa (Brésil)	- 50,72
Nikkei (Japon)	- 50,03
Eurostoxx 50 (Zone euro)	- 46,97
DAX (Allemagne)	- 46,75
Ibex 35 (Espagne)	- 44,98
CAC 40 (France)	- 43,11
Footsie (Royaume-Uni)	- 39,86
Dow Jones (Etats-Unis)	- 36,83

teurs s'attendent aussi à un geste de la Banque centrale européenne, dont le taux principal s'établit à 3,75 %. Au Japon, la banque centrale est dans l'incapacité d'agir, son taux directeur se situant à 0,5 %.

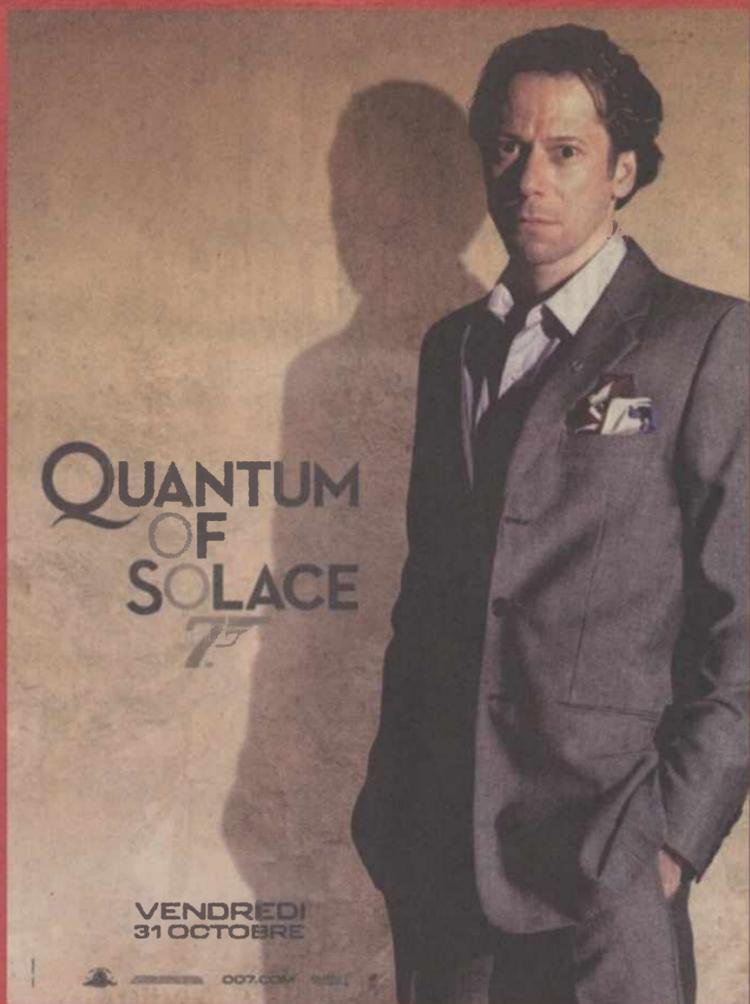
Sur le plan budgétaire, les injections de fonds publics pour sauver les banques vont se traduire par une hausse sensible des det-

tes publiques et par un recours massif à l'emprunt de la part des Etats. Cet afflux d'obligations du Trésor sur les marchés financiers risque de provoquer une forte remontée des taux d'intérêt à long terme qui jouent un rôle majeur dans le financement de l'économie. « Les marchés broient du noir et imaginent le pire avec un caractère

autoréalisateur, notent les économistes du Crédit agricole. La question de la confiance reste centrale, et personne ne sait bien aujourd'hui quel élément catalyseur est susceptible de la restaurer de manière durable. » ■

PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS  
ET CLÉMENT LACOMBE  
AVEC MARC ROCHE (À LONDRES)

**"LAISSEZ-VOUS TENTER"**  
**SPÉCIAL JAMES BOND SUR RTL**  
À L'OCCASION DE LA SORTIE DU FILM "QUANTUM OF SOLACE"



INVITÉ : **MATHIEU AMALRIC**

9H-9H30

LUNDI 27 OCTOBRE

**RTL**

Les Infos sur rtl.fr

## Bombay est victime des sorties de capitaux étrangers

NEW DELHI  
CORRESPONDANCE

L'indice de la Bourse de Bombay (BSE) a connu, vendredi 24 octobre, la troisième chute la plus importante de son histoire. Après une baisse de 11 %, l'indice Sensex est revenu à son niveau du 23 novembre 2005. Il a perdu 52 % depuis le début de l'année.

L'annonce du maintien des taux d'intérêts directeurs de la banque centrale indienne a été très mal accueillie par les investisseurs, qui espéraient une baisse en raison du ralentissement économique. « Le défi est de maintenir un équilibre optimal entre la préservation de la stabilité financière, le maintien de la stabilité des prix et le soutien à la croissance », a expliqué Duvvuri Subbarao, son gouverneur.

### « La crise est arrivée »

Mais la banque centrale préfère contenir les risques d'une inflation qui dépasse les 11 %. Vendredi, la devise indienne a dépassé le seuil des 50 roupies pour 1 dollar, et enregistré, depuis le début de l'année, une baisse de 27 %. Cette dépréciation de la monnaie indienne renchérit la facture des importations et alourdit le poids des dettes contractées en dollars par les entreprises du pays. Ces dernières s'élèveraient à 221 milliards de dol-

lars (175 milliards d'euros), selon Morgan Stanley. Des mesures ont déjà été prises en Inde pour soutenir la distribution de crédit. Quelque 37 milliards de dollars ont été injectés dans le système financier, et le ratio de réserves obligatoires des banques commerciales a été abaissé.

« Tout l'argent en provenance d'Europe et des Etats-Unis qui s'est déversé sur la région ces cinq dernières années est en train de disparaître. La crise est arrivée en Asie », a déclaré Linus Yip, du fonds d'investissement First Shanghai Securities, à l'agence Associated Press.

Les investisseurs étrangers ont retiré près de 12 milliards de dollars des marchés financiers indiens depuis le début de l'année, dont près de 3 milliards rien qu'en octobre, alors qu'ils avaient investi la somme record de 17,4 milliards de dollars en 2007.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, l'indice Sensex a chuté de 52 %. Le premier ministre Manmohan Singh a estimé que la sortie des capitaux étrangers menaçait les marchés indiens et la roupie. Il a suggéré que « les pays ayant des réserves de changes les mettent à disposition des institutions financières internationales pour injecter des liquidités dans les pays touchés par la crise ». ■

JULIEN BOUSSOU

## Le FMI débloque 2,1 milliards de dollars pour l'Islande

REYKJAVIK  
CORRESPONDANT

Après plusieurs semaines de négociations, le gouvernement islandais et le Fonds monétaire international (FMI) ont annoncé, vendredi 24 octobre, être parvenus à un accord sur l'octroi d'un prêt de 2,1 milliards de dollars (1,7 milliard d'euros) au pays nordique, au bord de la banqueroute. Quelque 830 millions de dollars devraient être attribués dès les prochains jours afin que l'activité économique, gelée depuis la défaillance des plus grandes banques islandaises, puisse repartir. Il s'agit du premier pays occidental à recourir à une telle aide depuis la Grande-Bretagne en 1976.

Le FMI estime que l'Islande aura besoin de 6 milliards de dollars dans les deux ans. Les 4 milliards manquants pourraient être prêtés par les nations nordiques, les Russes, et éventuellement les Japonais. L'aide russe, vécue jusqu'à présent comme une solution

alternative au plan du FMI, s'y intègre finalement.

Le directeur de la mission du FMI en Islande, Paul Thomsen, a indiqué que le pays allait désormais connaître une période très difficile : le produit intérieur brut (PIB) devrait reculer de 10 % dès l'année prochaine, le budget sera inévitablement très déficitaire, et l'inflation, si la couronne reste aussi faible, pourrait atteindre 20 % en 2008. Le gouvernement a déjà exhorté les exportateurs à rapatrier les devises qu'ils reçoivent, tandis que les représentants du FMI redoutent une fuite des capitaux.

Le prêt du FMI est une bouffée d'oxygène, mais des incertitudes demeurent. Islandais et Britanniques n'ont pas résolu leur différend sur le dédommagement des clients d'Icesave, la filiale d'une banque islandaise en Grande-Bretagne. Si l'Islande était garante comme l'affirme Londres, l'addition sera lourde pour le pays nordique. ■

GÉRARD LEMARQUIS

## Karel Schwarzenberg : les Tchèques ne sont pas « les méchants de la pièce »

Dans un entretien au « Monde », le ministre tchèque des affaires étrangères explique comment son pays envisage de présider l'Union européenne à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009

Le projet de Nicolas Sarkozy de diriger la zone euro au-delà de la présidence française suscite des irritations. Notamment chez les Tchèques, dont le président, Vaclav Klaus, est connu pour son euroscepticisme, et qui assurent la présidence de l'Union européenne à partir du 1<sup>er</sup> janvier. Le ministre tchèque des affaires étrangères, Karel Schwarzenberg, réagit dans un entretien au Monde. Comment la République tchèque, réputée eurosceptique, envisage-t-elle de présider l'Union européenne ?

Cette réputation est fautive. Le président Vaclav Klaus a certes ses propres vues que je respecte, mais la politique étrangère et européenne est conduite par le gouvernement. Or, celui-ci est favorable à la ratification du traité de Lisbonne. Il souhaite coopérer étroitement avec les Etats européens et, à Bruxelles, avec la Commission. Il prépare très scrupuleusement notre présidence. Nous ne sommes pas plus eurosceptiques que d'autres pays en Europe, et je regrette qu'on nous présente comme les méchants de la pièce.

La présidence sera difficile pour d'autres raisons : le non irlandais au traité de Lisbonne, la crise économique et financière, et la lutte contre le changement climatique au regard de la récession qui frappe le monde entier. Je crains que de nombreux pays qui, il y a encore deux ans, soutenaient une législation sur le climat ne soient maintenant trop soucieux de soutenir leur économie nationale pour fournir les efforts nécessaires.

**Le premier ministre tchèque s'est montré l'un des plus réticents sur le sujet au Conseil européen des 15 et 16 octobre. Il a été aussi le seul à ne pas approuver pleinement le plan de sauvetage des banques...**

Il y a un malentendu à ce sujet. Il est dû sans doute à une divergence de forme plus que de fond. Les membres du Conseil ont cru que nous étions opposés au plan de sauvetage, alors que nous n'avons fait que rappeler les principes des traités. Nous acceptons le plan comme une mesure d'urgence, mais il est une entorse aux principes de libre concurrence. Certaines banques sont aidées, d'autres non. Il faudra revenir aussi vite que possible aux règles du marché.

**La proposition de Nicolas Sarkozy de diriger la zone euro est-elle un moyen de neutraliser la présidence tchèque ?**

Diviser l'Europe en deux parties, la « vieille » et la « nouvelle », me laisse sceptique.

C'est une manière de détruire le travail accompli en Europe depuis Jean Monnet. Nous devons être solidaires. L'eurozone est une part importante de l'Europe, d'accord, et sans doute M. Sarkozy peut-il régler les problèmes à seize plus facilement qu'à vingt-sept, mais ce serait une idée malheureuse.

Quant à neutraliser notre présidence, je ne peux pas croire que M. Sarkozy eût une telle idée. Ce soupçon est insupportable. **Un conseiller de l'Elysée a pourtant évoqué l'éventualité d'un « sabotage » des dirigeants tchèques...**

Les conseillers disent ce qu'ils veulent. **Et si M. Sarkozy l'avait dit lui-même ?**

Absurde. Si le président utilisait ce mot, je considérerais que c'est une offense. Et si nous étions au temps de nos grands-parents, nous devrions nous ren-

contrer à 5 heures du matin dans le bois de Boulogne, avec deux témoins en noir. **Un petit pays comme le vôtre est-il moins armé pour assurer la présidence de l'Union, en ces temps de crise économique et de relations difficiles avec la Russie ?**

Nous sommes peut-être petits, mais pour ce qui est des Russes, nous avons plus de savoir-faire que beaucoup d'autres, pour avoir vécu quarante ans avec eux. Paradoxalement, les Tchèques aiment bien les Russes, dont ils considèrent qu'ils ont souffert du système communiste autant qu'eux. Ils n'oublient pas non plus que l'armée rouge les a d'abord libérés des Allemands... Nous sommes en bonne position pour négocier avec les Russes.

Pour le reste, j'admire la manière dont la Grande-Bretagne et la France ont géré la crise ensemble, l'une apportant la recette et l'autre les moyens de l'exécuter. Nous garderons bien sûr des relations étroites et constantes avec chacun des pays membres. Nous sommes en Europe, le téléphone marche, chacun peut se rendre en une heure à Londres ou à Paris, où est le problème ?

**N'est-ce pas un problème de prendre la présidence du Conseil alors que vous n'avez pas encore ratifié le traité de Lisbonne ?**

Il sera ratifié d'ici à la fin de l'année. La Cour constitutionnelle doit rendre son avis dans les prochains jours, et même si personne ne peut agir sur sa décision, j'ai de bonnes raisons de croire qu'elle donnera son feu vert au traité de Lisbonne. Ensuite, le Parlement devrait le ratifier. Les grands partis d'opposition y sont favorables. Je ne vois pas de danger réel. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARION VAN RENTERGHEM

« Diviser l'Europe en deux parties, la « vieille » et la « nouvelle », me laisse sceptique »

## Réforme du capitalisme : M. Sarkozy veut des « décisions concrètes »

PÉKIN

ENVOYÉ SPÉCIAL

Ce fut une succession de monologues, sans échanges vraiment libres, pour aboutir à une déclaration finale très générale. Alors que les marchés financiers connaissent de graves turbulences, les dirigeants de l'Union européenne (UE) et d'Asie réunis pour le septième sommet de l'ASEM (Forum Asie-Europe) ont consacré la journée du vendredi 24 octobre à la crise financière dans le Grand Palais du peuple, sur la place Tiananmen, à Pékin.

Dans un communiqué commun, les 27 pays de l'UE et 16 pays d'Asie, dont la Chine, l'Inde et le Japon, se sont prononcés pour « une réforme réelle et de fond des systèmes internationaux monétaire et financier » et un rôle « important » du FMI « dans l'assistance aux pays sérieusement touchés par la crise, à la demande de ces derniers ». Forum sans pouvoir décisionnaire, l'ASEM ne mentionne pas les changes, alors que les Français ont toujours critiqué la sous-évaluation de la devise chinoise.

Cette prudence donne un sentiment de déjà-vu pour Nicolas Sarkozy, une semaine après la rencontre de Camp David, où George Bush avait d'emblée rappelé au chef de l'Etat son attachement aux « fondements d'un capitalisme libre ».

Certes, le président français a obtenu la convocation le 15 novembre d'un sommet des principaux dirigeants de la planète. Elle est désormais soutenue par l'ASEM. Mais cette réunion, qu'il a appelée de ses vœux à la tribune des Nations unies fin septembre, risque de tourner à la grand-messe plutôt qu'à la refondation du capitalisme. « Il est essentiel qu'il y ait des décisions concrètes. Je crains que les Etats-Unis veuillent en rester à des principes et des généralités », a déclaré vendredi M. Sarkozy à son homologue chinois Hu Jintao, selon des propos rapportés par l'Elysée.

Le président américain George Bush a convié près de Washington les vingt pays

du G20 alors que l'Elysée souhaitait un format plus petit et plus efficace, moins susceptible d'« ouvrir la boîte de Pandore des demandes » : le G8 (Etats-Unis, Japon, Canada, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Russie) et le G5 (Chine, Inde, Brésil, Mexique et Afrique du Sud). Sur-tout, les Etats-Unis ne seront guère en mesure de prendre des décisions : contrairement aux souhaits initiaux de M. Sarkozy, l'Elysée ne croit plus à la présence du président élu des Etats-Unis. Il va donc falloir travailler avec M. Bush jusqu'au 20 janvier.

Les Asiatiques seront-ils un secours pour l'Europe, alors que celle-ci leur avait fait la leçon en 1997 ? Dans cette crise, « nous nagerons ensemble ou nous coulerons ensemble », a déclaré le président de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso. Si les pays occidentaux sont « dans le bain », les Asiatiques « voient la baignoire déborder et commencent à avoir les pieds mouillés », résume un conseiller de M. Sarkozy. Le sentiment d'urgence varie selon le degré d'implication des pays dans l'économie mondiale. L'Inde semble en retrait. La Chine, qui sera représentée au sommet du G20 et avait baissé en octobre ses taux d'intérêt en même temps que les Occidentaux, entend « continuer de travailler avec le reste de la communauté internationale », a déclaré Hu Jintao. « Nous allons vigoureusement accroître la demande intérieure, en particulier la demande des consommateurs. »

M. Sarkozy, qui n'a parlé ni du dalai-lama ni du prix Sakharov attribué au dissident chinois Hu Jia avec le président Hu Jintao, mais a évoqué à la tribune de l'ASEM l'universalité des droits de l'homme, a profité de sa visite pour commencer à effacer la brouille intervenue suite aux émeutes au Tibet. L'an prochain, les deux pays comptent fêter en grande pompe le 45 anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre Paris et Pékin. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

## La Grande-Bretagne est le premier pays du G7 à enregistrer une croissance négative

LONDRES  
CORRESPONDANTE

Après 16 ans de croissance ininterrompue, le Royaume-Uni a vu son produit intérieur brut (PIB) reculer au troisième trimestre. Il est le premier pays du G7 à annoncer une contraction de son activité, alors que la crise financière a désormais contaminé l'économie réelle. Selon les premières estimations publiées par l'Office national des statistiques (ONS), vendredi 24 octobre, la croissance britannique a été négative de 0,5 % entre juillet et septembre – les économistes tablaient en moyenne sur une baisse de 0,2 % – et s'établit désormais à 0,3 % sur les douze derniers mois.

Si on ne peut pas encore parler de récession – il faut pour cela deux trimestres consécutifs de décroissance –, plus personne en Grande-Bretagne ne doute aujourd'hui que le pays y soit entré. Le premier ministre Gordon Brown qui, pendant des mois, a refusé d'évoquer une récession, a employé le terme pour la première fois mercredi. La veille, Mervyn King, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, s'était également résolu à ce qui est une évidence pour nombre d'observateurs depuis déjà quelques semaines. « Il s'agit là d'une crise unique, probablement la pire qu'ait jamais connue l'humanité », a déclaré, mercredi, Charles Bean, vice-gouverneur de la Banque d'Angleterre.

Aucun secteur – à part l'agriculture et les services publics, qui représentent respectivement 1 % et 23 % du PIB – n'est épargné. Les services, qui pèsent pour 75,2 % dans l'économie britannique, ont vu leur activité reculer de 0,4 %, la plus forte baisse depuis dix-huit ans. La production industrielle (18 % du PIB) a reculé de 1 % et la construction (5,9 % du PIB) de 0,8 %. Alors que, lors des récessions du début des années 1980 et 1990, le sud de la Grande-Bretagne, plus tourné vers les services que le nord industriel, avait été

épargné, cette fois, l'ensemble du pays devrait souffrir.

L'économie du Royaume-Uni n'a pas résisté à la simultanéité de la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie (fin septembre, l'inflation a grimpé à 5,2 %), d'une chute du marché de l'immobilier (les prix ont baissé de 10 % depuis un an et les transactions en septembre ont chuté de 53 % par rapport à septembre 2007) et du resserrement du crédit.

### Chômage en hausse

Dans ce contexte, les ménages britanniques, qui ont été 19 000 à voir leur maison saisie au premier semestre, soit 40 % de plus que sur les six premiers mois 2007, se serent la ceinture. Leurs achats de vêtements et de chaussures ont reculé de 2,3 % en septembre. Le mois dernier, les ventes de voitures ont chuté de 21 %. Mêmes les dépenses alimentaires encaissent le coup. Au troisième trimestre, en volume, elles ont baissé de 0,1 %, la plus forte baisse depuis que cet indicateur économique existe (1986).

Conséquence, le chômage augmente. Il atteignait 5,7 % fin septembre, son plus haut niveau depuis 1999, et certains économistes le voient remonter à 10 %. Il ne se passe pas un jour sans une mau-

### Espagne : le nombre d'emplois en baisse

Le taux de chômage en Espagne est passé de 10,44 % à 11,33 % au troisième trimestre 2008, selon les chiffres rendus publics par l'Institut espagnol de la statistique, vendredi 24 octobre. En un trimestre, le nombre des sans-emploi a cru de 217 000, pour s'établir à 2 598 000, soit 806 900 de plus qu'un an auparavant.

Pour la première fois depuis 1994, le nombre d'emplois a baissé en glissement annuel (-164 300 emplois) au troisième trimestre. En un an, le secteur du bâtiment, l'un des moteurs de la

croissance, a perdu 354 200 emplois, dont 134 800 au troisième trimestre 2008. Ces chiffres traduisent l'intense ralentissement d'une économie qui, pendant plus de douze ans, a connu une croissance supérieure à 3 %, ce qui lui avait permis de ramener le taux de chômage à 7,95 % à l'été 2007. Le gouvernement socialiste a déjà revu plusieurs fois à la hausse ses prévisions de chômage. Actuellement, il estime que le taux sera de 12,5 % en 2009. Mais le Fonds monétaire international (FMI) mise sur 14,7 % en 2009.

La Confederation of British Industry (CBI) prévoit que 65 000 emplois industriels auront disparu entre fin juin et fin décembre, alors que les carnets de commandes se vident et que le moral des industriels est au plus bas depuis 28 ans. Côté finances, le Centre for Economic and Business Research (CEBR) pronostique 62 000 suppressions de postes à la City d'ici à la fin 2009 (28 000 en 2008 et 34 000 en 2009).

Dans ce contexte, personne n'anticipe une sortie rapide de crise. Le think tank National Institute of Economic and Social Research prévoit au moins quatre trimestres consécutifs de baisse de l'activité. Vendredi, à la publication des chiffres de l'ONS, la livre sterling et la Bourse de Londres ont plongé. ■

VIRGINIE MALINGRE

15 & 16 Novembre  
**2008**  
3<sup>e</sup> édition

Palais Brongniart  
Bourse de Paris



Le salon des écoles de commerce et d'ingénieurs

**Le salon pour choisir sa Grande École**

Elèves en classe de **première** ou en **terminale**, élèves de classes **prépas**, étudiants **Bac+2** ou niveau **licence**, **parents d'élèves, professeurs**, venez rencontrer les meilleures écoles\* de commerce, de management et d'ingénieurs sur le salon Grande École.

\* Ecoles membres de la Conférence des Grandes Ecoles (CGE)

Le Monde | hobsons

Avec le soutien de Le Monde DE L'ÉDUCATION

Détails et invitation gratuite sur [www.salon-grande-ecole.com](http://www.salon-grande-ecole.com)

## Très sollicitée pour aider l'économie, la Caisse des dépôts est face à des choix stratégiques

Si la mise à contribution de l'institution financière conforte son rôle, elle a aussi des implications financières lourdes

Plus de 33 milliards d'euros ! La somme des aides que doit apporter la Caisse des dépôts et consignations (CDC) à l'économie française, à la demande de l'Etat, a atteint des montants astronomiques ces derniers jours. A tel point qu'une réunion était convoquée au pied levé, vendredi 24 octobre, à la CDC, pour vérifier l'addition et surtout, en étudiant les implications financières.

De la mise à disposition de liquidités pour les PME, les banques et les collectivités locales, jusqu'à l'injection de capital dans le « Fonds stratégique d'investissement » annoncé jeudi par le chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy, pour protéger les entreprises françaises, la CDC se trouve à chaque fois sollicitée. Elle devra, pour satisfaire ces nouveaux besoins, puiser sur ses ressources disponibles, sur ses capitaux, ou bien encore... s'endetter.

La mise à contribution de la CDC a pour effet de conforter sa place dans l'économie. L'institution financière créée il y a deux siècles s'impose désormais comme le deuxième soutien public à une économie en crise, après l'Etat. Ce fut déjà le cas par le passé, lorsque la CDC soutint la finance et l'industrie après la crise de 1929 ou lorsqu'elle finança l'effort de reconstruction de l'après-guerre.

Mais cette fois, l'intervention de la CDC soulève des questions délicates, que le gouvernement s'efforcera d'examiner de près. Sur le plan juridique, tout d'abord, Bercy devra s'assurer que l'aide de l'institution à l'économie est conforme au droit européen. Pour

la première fois, en effet, l'Etat tente de « débudgétiser » une partie de sa dette en passant par la CDC. Et il n'est pas sûr que la Commission européenne n'y trouve à redire, en demandant à ce que soit qualifiée en dette publique la dette future de la CDC. D'un point de vue strictement juridique, l'institution est, en tant que société autonome de droit public, un démembrement de l'Etat.

Sur le plan économique, ensuite, l'effort demandé à la CDC aura des conséquences sur sa politique d'investissement. Ayant des ressources limitées, l'entreprise dotée de 20 milliards d'euros de fonds propres devra faire des choix stratégiques, pour remplir ses nouvelles missions.

### « On remet tout en cause »

D'autant que ses propres profits de 2008 seront affectés par la crise financière. La baisse de la Bourse va, en effet, priver le groupe des plus-values sur son portefeuille de participations cotées, qui gonflent habituellement son résultat. En fonction de l'évolution des cours de Bourse, ses bénéfices pourraient s'établir entre 600 millions et 2,5 milliards d'euros. Quel qu'en soit le montant, la CDC devra verser un dividende d'au moins 550 millions d'euros à l'Etat - lié à son monopole sur la collecte des dépôts des notaires.

Daniel Lebègue, qui fut directeur général de la CDC entre 1997 et 2002, met en garde contre des choix dangereux : « Attention à ne pas immobiliser à l'excès le bilan de la CDC pour ne pas réduire ses marges de manœuvre. Il ne faudrait pas non plus dégrader la qualité de ses actifs par des investissements dans des entreprises malades ou des secteurs risqués. Il en va de sa solidité financière et de sa réputation. »

De leur côté, les syndicats tirent la sonnette d'alarme : « L'épargne

de la CDC est censée être mobilisée pour financer l'intérêt général, notamment le logement social. On remet tout en cause, pour, en plus, faire courir des risques à la CDC ! », souligne Jean-Philippe Gasparotto (CGT). Les syndicats s'inquiètent de voir la CDC « aux ordres de l'exécutif », comme si elle était une administration d'Etat, quand la loi la place sous le contrôle du Parlement.

Augustin de Romanet, l'actuel directeur général de la CDC, balaie les critiques : « La crise a montré que la liquidité était le bien le plus précieux et nous sommes la seule structure qui, grâce à sa mission de centralisation de l'épargne réglementée, dispose d'une liquidité abondante, explique-t-il. Nous allons gérer nos nouvelles missions au mieux des intérêts publics, celui de l'Etat et le nôtre. En gagnant de l'argent ! » ■

ANNE MICHEL



## Le PMU ignore la crise et révisé sa croissance à la hausse

LA CRISE, quelle crise ? Pour l'instant, le PMU pourrait presque feindre ne pas connaître l'événement qui secoue nombre d'entreprises depuis plusieurs semaines. Comme si un microclimat planait sur les champs de course. Qu'on en juge : la société de paris hippiques se dit prête à revoir ses prévisions de croissance pour l'année 2008 à la hausse. Même si cette révision est légère - le chiffre d'affaires devrait progresser de 4 % au lieu de 3,5 % -, la situation est suffisamment rare pour être soulignée.

Comment analyser cette bonne santé des paris hippiques ? Est-ce un contre-indicateur de croissance, une théorie soutenue par certains économistes ? La relation des individus aux jeux d'argent en temps de crise est en effet très souvent scrutée par les spécialistes de l'analyse économique. Le tableau mérite d'être nuancé. En septembre, le PMU subissait une baisse de son chiffre d'affaires de 0,6 % par rapport à 2007. Signe que les parieurs avaient peut-être décidé de réduire ce poste de dépenses en période de tension sur le pouvoir d'achat.

Changement de ton en octobre. Les indicateurs sont revenus dans le vert. Le retour à bonne fortune s'est illustré tout particulièrement le 5 octobre, lors du Qatar Prix de l'Arc de Triomphe, l'un des rendez-vous phares des turfistes. Le PMU a décroché le jackpot en engrangeant 33,1 millions d'euros, soit 11,2 % de plus que lors de la précédente édition de ce grand prix.

Depuis, le rythme des enjeux

sur les courses ne faiblit pas et pourtant le PMU reconnaît que certains gros parieurs ne sont plus au rendez-vous. Crise oblige. Le joker de la société de paris n'est autre que sa tirelire. Elle a atteint, vendredi 24 octobre, un montant record de 7 millions d'euros. L'attrait du « gros lot » électrise les joueurs. Combien de temps durera l'effet tirelire ? Les paris sont ouverts. Mais le PMU reste prudent. D'autant que ses concurrents sont moins à la fête.

### « Etre lucide »

Le chiffre d'affaires de la Française des jeux est en recul de 1,6 % depuis le début de l'année. S'il est trop tôt pour évaluer l'impact du nouveau Loto, l'entreprise souffre du recul du Rapido, en retrait de 19 % depuis janvier. En cause : l'interdiction de fumer dans les lieux publics. Un argument également avancé par les casinotiers, qui se plaignent d'une baisse de leur chiffre d'affaires de 15 % à 20 %.

Autre raison pour le PMU de redoubler de prudence : l'ouverture du secteur des jeux en ligne à la concurrence se profile. Bertrand Bélinguier, PDG du PMU, dit « accepter l'ouverture des jeux », avant d'ajouter « mais exprimer une inquiétude, c'est être lucide », et de citer les 10 % de baisse des paris hippiques en Italie, un marché ouvert où les courses souffrent de la concurrence du football, et les fermetures d'hippodromes en Allemagne et en Belgique. L'exception hippique française sera-t-elle préservée ? ■

LAURENCE GIRARD

## NOUVELLE RENAULT LAGUNA COUPE



www.renault.fr

**3**  
ANS  
GARANTIE  
150 000 km\*

DU 23 AU 25 OCTOBRE, DÉCOUVREZ-LA DANS LE RÉSEAU

• 4 ROUES DIRECTRICES **4CONTROL**™ • V6 dCi 235<sup>HP</sup>

(1) Disponible selon versions. (2) Moteur disponible ultérieurement. (3) Au premier des deux termes atteint (voir conditions générales de vente). Consommations mixtes min/max

# Dettes publiques, dette injuste



## Economie

Pierre-Antoine Delhommais

On commencerait presque à se montrer blasés devant les plongeurs à répétition des indices boursiers, les pertes exponentielles des banques, les milliers de milliards de dollars et d'euros injectés par les Etats pour sauver le système financier. On ne se lasse pas, en revanche, d'assister au krach des lois qui, depuis des années, régissaient la politique économique mondiale. L'explosion de la bulle des subprimes a fait éclater celle des grands principes.

Parmi eux, la nécessité de diminuer les dettes publiques était devenue une sorte d'impératif catégorique. Des Etats-Unis à l'Allemagne, en passant par l'Amérique latine et l'Asie, de Gordon Brown à Ange-

la Merkel en passant par Lula et Junichiro Koizumi, tous les gouvernements, de gauche comme de droite, menaient une bataille, quasi prophylactique, pour assainir les finances publiques. Ce n'était pas seulement une question d'efficacité économique, c'était aussi une question de morale, de développement durable. Il ne fallait pas faire payer aux générations futures nos folies dépensières.

Même la France avait fini, au moins dans les discours et même un peu dans les actes, par se convertir à cette nouvelle religion. La prise de conscience de l'insoutenable pesanteur de la dette publique avait été tardive, mais réelle.

Les travaux d'une commission, présidée en 2006 par Michel Pébereau, y avaient largement contribué. Le patron de BNP Paribas avait su trouver les mots

pour sensibiliser l'opinion publique - et les candidats à l'élection présidentielle - à cette noble cause. « Il faut avoir le courage de ne plus céder à la facilité de la dette (...). Chaque fois qu'un problème nouveau s'est présenté à lui depuis vingt-cinq ans, notre pays a répondu par une dépense supplémentaire », pouvait-on lire dans ce rapport, où le lyrisme n'était pas absent. « Rompre avec des routines destructrices pour relever les défis du futur et préserver le modèle de société dynamique, fraternel et généreux auquel aspirent les Français, tel est l'enjeu décisif de la gestion des finances publiques dans les prochaines années. »

Comment le plus brillant et le plus illustre des banquiers français aurait-il pu imaginer un seul instant que la défaillance de son secteur allait mettre par terre ces bonnes résolutions, et faire, précisément, gonfler la dette publique ?

Six banques françaises se sont présentées cette semaine au guichet de la honte pour obtenir les fonds publics dont elles avaient un besoin vital pour rester solvables. Au total, 10,5 milliards d'euros ont été distribués (3 milliards pour le Crédit agricole, 2,55 milliards pour BNP Paribas, 1,7 milliard pour la Société générale, etc.), 10,5 milliards qui augmenteront d'autant le montant de la dette publique française.

Adieu les beaux discours, adieu désendettement, réduction des dépenses, apurement des comptes publics, équilibre budgétaire, adieu pacte de stabilité, critères de Maastricht. Pas d'exception budgétaire française, cette fois, ce sont tous les

Comment le plus brillant et le plus illustre des banquiers français aurait-il pu imaginer un seul instant la défaillance de son secteur ?

pays occidentaux qui viennent de rompre avec le principe sacro-saint selon lequel de bonnes dépenses publiques sont des dépenses qui baissent. Au total, selon les hypothèses maximales et extrêmes, ce sont 1 700 milliards d'euros en Europe et 4 400 milliards de dollars aux Etats-Unis que les pays occidentaux pourraient avoir à déboursier pour sauver leur système financier.

Des montants faramineux auxquels il faut ajouter ceux qui seront consacrés aux plans de relance destinés à limiter les ravages économiques de la crise bancaire. Les Etats occidentaux ne devraient pourtant guère avoir de mal à les trouver. En empruntant. Car eux ont une chance immense par rapport aux particuliers et aux entreprises : le robinet du crédit ne leur est pas fermé. Ils jouissent - encore - d'une réputation suffisamment bonne pour puiser dans l'épargne mondiale, pour que les gérants des caisses de retraite japonaises, par exemple, qui

regorgent d'argent à investir, achètent leurs obligations du Trésor.

Inutile, en ce moment, de se faire peur pour de mauvaises raisons. La dette publique va fortement augmenter dans les pays occidentaux, mais ni les Etats-Unis, pas plus que la France ou la Belgique, ne sont sur le point de faire faillite. Le Japon, avec sa dette qui représente 170 % de son produit intérieur brut, est là pour rappeler qu'on peut vivre, et plutôt bien, avec des comptes publics désastreux.

Tous les grands pays riches vont donc continuer à pouvoir honorer leurs dettes (payer les intérêts et rembourser les emprunts arrivant à échéance). Quitte à augmenter les impôts, quitte à dépenser moins pour la recherche, la culture ou l'éducation. Quitte surtout à priver les entreprises des fonds dont elles auraient besoin pour se développer, pour investir et pour embaucher. Ce que les économistes ont coutume de désigner par l'effet d'éviction : l'argent aime à se reposer dans le lieu le plus sûr possible.

Pire, l'épargne mobilisée par les pays riches pour secourir leurs banques sera autant d'argent en moins pour financer les nations les plus pauvres. Goldman Sachs, UBS et les grandes banques occidentales, qui se sont fourvoyées dans des spéculations folles et suicidaires, seront probablement sauvées. Mais le Pakistan, l'Ukraine et bien d'autres encore auront bien du mal à échapper à la banqueroute, avec les conséquences sociales qu'on imagine. La crise des subprimes est, en plus, profondément injuste. ■

Feuille de papier  
pour le 11 et 125  
2008

## Billet

Robert Solé

### Scanners impudiques

VIVES protestations à l'aéroport de Nice, avant même la mise en service d'un nouveau portique électronique de sécurité. Les ondes millimétriques de cette machine traverseront vêtements et sous-vêtements pour s'assurer qu'ils ne cachent aucun objet dangereux. Autant dire que les voyageurs apparaîtront sur l'écran en tenue d'Adam (et d'Eve, naturellement).

Faut-il déshabiller ainsi des gens honorables ? On nous fait remarquer que ce scanner supprimera la palpation (sur laquelle j'avais les plus grandes réserves). On nous assure aussi que les parties honteuses seront floutées. Mais je demande à voir.

Ne serait-il pas plus simple et plus pudique d'installer des machines qui liraient dans la pensée des voyageurs ? Les policiers ne verraient sur leur écran que des cerveaux - sains, tourmentés ou fêlés. L'intention de commettre un attentat ou de détourner un avion serait immédiatement décelée. Les terroristes eux-mêmes y gagneraient : la machine les éclairerait sur le bourrage de crâne dont ils auraient été victimes, avant que la force publique ne leur cherche des poux dans la tête. ■

IL Y A 50 ANS DANS « LE MONDE »

### La tentation de l'inflation

LE RALENTISSEMENT de l'expansion n'est pas général, mais il risque de s'étendre. Déjà on commence à se tourner vers l'Etat, et à lui demander une nouvelle dose d'inflation pour prévenir la récession et relancer l'activité. Bien entendu il n'est question que d'une petite dose, mais une longue expérience enseigne qu'une dose en appelle aussitôt une autre. Or nous ne pourrions plus supporter longtemps ce mauvais remède.

Il ne faut pas se lasser de le répéter, notre politique économique est aujourd'hui commandée par l'état de la balance des paiements extérieurs. Bien qu'il se soit amélioré, il ne résisterait pas à une nouvelle hausse des prix et des salaires, ni à une reprise de la spéculation contre le franc. Après une brève poussée, l'industrie serait arrêtée par le manque d'approvisionnements, à moins que

nous n'obtenions encore des crédits étrangers, ce qui devient de plus en plus difficile.

Nous avons moins besoin d'aller au-devant de l'inflation que de nous défendre contre elle. Les dépenses publiques, en effet, n'ont pas cessé d'augmenter. Cette année les gouvernements qui se sont succédé auront réussi à ramener l'« impasse » de 1 000 milliards en 1957 à 600 milliards. Mais ce résultat a été obtenu grâce à l'augmentation du taux et du rendement des impôts. Le supplément de recettes d'une année à l'autre sera vraisemblablement de l'ordre de 850 milliards. Le supplément de dépenses sera encore d'environ 450 milliards.

Mais les prix ont monté davantage : c'est justement la conséquence et la preuve de l'inflation. ■

(26-27 octobre 1958.)

#### SOMMAIRE

L'actualité	
Editorial & analyses	2
Page trois	3
Planète	4
International	5
Europe & France	8
Economie & Médias	10

Décryptages	
Grand entretien	16
Enquête	17
Découvertes	18
Dialogues	19

Culture & vous	
Actualités & Critiques	20
& Vous	22
Carnet	23
Météo & Jeux & Ecrans	24

lemonde.fr  
L'actualité au fil de la journée sur lemonde.fr

# MÉMOIRES D'UNE GRANDE GUERRE

ENTRETIEN

avec

Antoine Prost

« 14-18 est la première guerre totale »

HISTOIRE

Portfolio :

Les petits poilus de Léon Gimpel

TEMOIN

Entretien avec

Abdoulaye Wade,

président du Sénégal

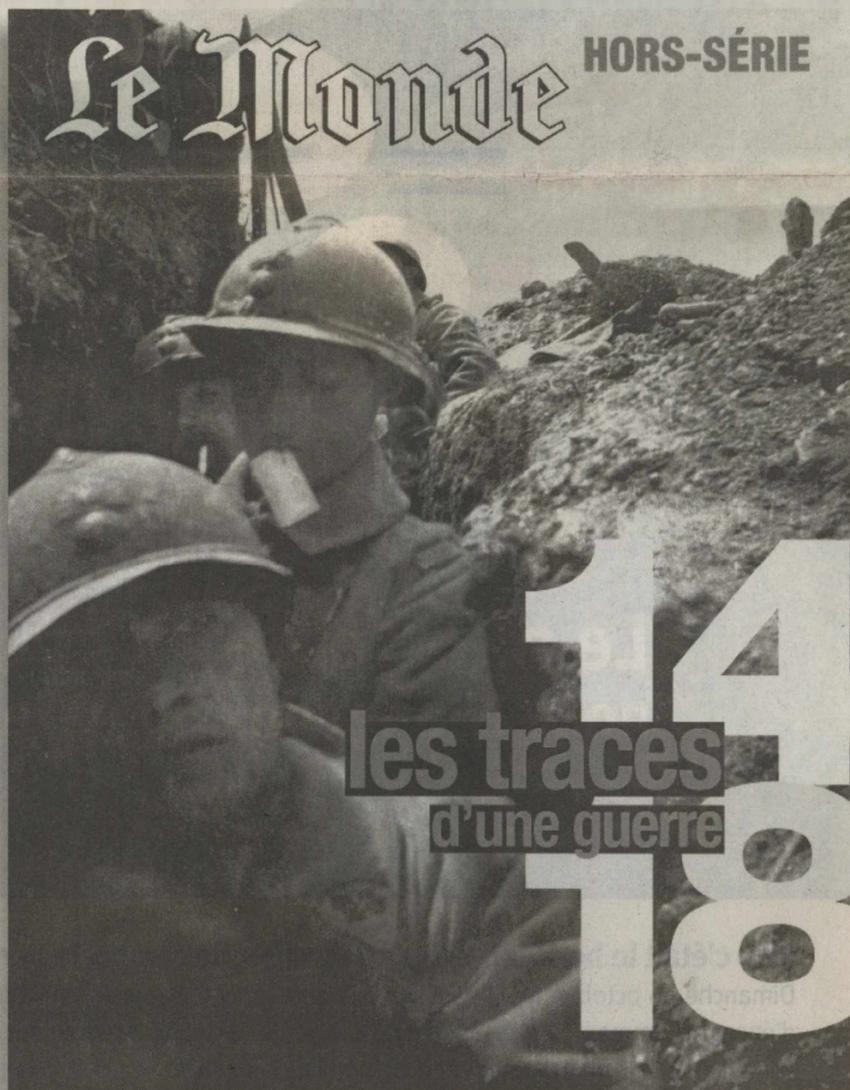
MÉMOIRES

Débats

d'historiens

et portraits de

collectionneurs



Le dernier poilu français, Lazare Ponticelli, est mort au printemps 2008. Il ne reste maintenant comme témoins vivants de la Grande Guerre que quelques Anglais, un Italien... Place à l'histoire et à la mémoire. Portraits, entretiens et documents inédits pour essayer de comprendre d'où vient le regain d'intérêt pour ce conflit dont on célèbre les 90 ans cette année.

UN HORS-SÉRIE DU MONDE - 100 PAGES - 7 €  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EN PARTENARIAT AVEC  
ecpa ▶ d  
Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense